

15 MARS 1999

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative visés parmi les institutions offrant un hébergement aux jeunes, mentionnés aux articles 1^{er}, 14^o et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. Le service d'aide et d'intervention éducative, ci-après dénommé le service, a pour mission d'apporter aux personnes visées à l'article 1^{er}, 1^o à 4^o, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, une aide éducative dans leur milieu familial de vie ou d'apporter une aide en logement autonome aux jeunes visés à l'article 1^{er}, 1^o et 2^o du décret précité.

Par aide éducative, on entend toute forme d'aide ou action éducative permettant d'améliorer les conditions d'éducation des jeunes quand celles-ci sont compromises soit par le comportement du jeune, soit par les difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs obligations parentales par les personnes qui assument en fait la garde du jeune, à l'exception des personnes privées à qui la garde du jeune est confiée en application du décret précité ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Le service doit pouvoir intervenir à tout moment selon les modalités fixées par l'instance de décision.

Art. 3. § 1^{er}. Le service travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, dans le cadre de l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

§ 2. Le projet pédagogique agréé du service détermine le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément. Ce nombre est de 12 minimum et de maximum 24.

§ 3. Le mandat précise les noms des jeunes, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée qui est au maximum de six mois. Sur décision motivée, l'instance de décision peut renouveler le mandat.

§ 4. Quand trois jeunes au moins bénéficient en même temps de l'aide visée à l'article 2, si ces jeunes ont la même résidence et sont issus d'une même fratrie, l'instance de décision ne décerne qu'un seul mandat. Elle décerne un second mandat si l'aide apportée dans les mêmes conditions précitées concerne quatre à six jeunes. Un troisième mandat peut être décerné si plus de six jeunes bénéficient de cette aide.

§ 5. Le service adresse au minimum un premier rapport à l'instance de décision, dans les deux mois qui suivent la date du mandat, et ensuite avant la fin du mandat. L'instance de décision peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

Ces rapports contiennent une analyse de la situation, de son évolution et tout élément permettant à l'autorité de placement d'évaluer l'adéquation de l'aide apportée.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

Art. 4. Le service est autorisé, en plus des mandats visés à l'article 3, § 1^{er} à aider d'autres jeunes qui lui sont confiés par une personne physique ou une autre personne de droit public ou par le tribunal de la jeunesse, pour des situations qui ne relèvent pas du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

La prise en charge des autres jeunes visés au § 1^{er} ne peut en aucun cas justifier un refus de prise en charge dans le cadre d'un mandat tel que visé à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 5. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

CHAPITRE III. — *Le subventionnement*

Section Ire. — Dispositions générales concernant les subventions pour frais de personnel

Art. 6. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée au service sur la base de :

a) pour 12 situations visées :

1^o 2,5 éducateurs;

2^o 0,5 psycho-social;

3° 0,5 administratif;

4° 0,5 technique;

5° 1 directeur si le service est le seul projet pédagogique agréé relevant du pouvoir organisateur ou, si le service est agréé pour plusieurs projets pédagogiques 1 coordinateur ou, s'il échet, un membre du personnel de direction supplémentaire visé à l'article 7, § 1^{er}, c) de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative.

b) pour les situations visées au-delà de 12, avec un maximum de 24 :

1° 0,5 éducateur par 2 situations y inclus, dans le cas de 24 situations, 1 chef éducateur parmi les éducateurs;

2° 0,25 psycho-social par 6 situations;

3° 0,25 administratif par 6 situations;

4° 0,5 technique par 12 situations.

§ 2. Pour le calcul de la subvention visée au § 1^{er}, il est tenu compte des charges calculées sur la base de l'article 31, § 1^{er}, 1° à 6° de l'arrêté visé au § 1^{er}.

Art. 7. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article précédent, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté visé à l'article 6, § 1^{er} :

A. Personnel éducateur : toutes les fonctions;

B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou les licenciés possédant une des cinq licences mentionnées à l'annexe 3 précitée, hormis la licence en droit;

C. Personnel administratif : commis, rédacteur ou économiste.

D. Personnel de direction : directeur avec le barème A ou coordinateur.

E. Personnel technique : personnel technique.

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 8. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 6, § 1^{er} est accordée au service sur la base des montants suivants :

a) pour les projets pédagogiques visant 12 situations : 56 500 F indexables par situation visée;

b) pour les situations visées au-delà de 12 jusqu'à 24 : 40 000 F indexables par situation visée.

Section 3. — Dispositions financières particulières

Art. 9. § 1^{er} Pour chaque situation visée à l'article 4, § 1^{er}, les frais de l'aide sont pris en charge par la personne physique ou l'autorité publique qui sollicite le service ou, le cas échéant, si l'aide relève d'une décision du tribunal de la jeunesse, par les personnes privées ou les débiteurs d'aliments ou par toute personne morale de droit public amenée à intervenir dans l'exécution de la décision du tribunal.

§ 2. Le coût de la prise en charge visée au § 1^{er} est fixé à un prix horaire forfaitaire de 251 F indexables.

§ 3. Le prix horaire visé au § 2 est porté à la connaissance des personnes physiques ou publiques visées à l'article 4 et du tribunal de la jeunesse, préalablement à tout accueil.

§ 4. Le montant global annuel des prix horaires visés au § 2, est porté en déduction des subventions pour frais de personnel et de fonctionnement alloués au service, sauf si celui-ci justifie de dépenses réelles dans les deux catégories de frais précitées, supérieures aux subventions octroyées pour ces frais, pour organiser l'accueil des situations visées à l'article 4, § 1^{er}. Dans ce cas, la déduction est égale au montant des frais non inclus dans la partie des dépenses justifiées qui sont supérieures aux subventions précitées.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales, transitoires et finales

Art. 10. Pendant les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour être agréé, le service doit être créé à partir d'un service qui était déjà agréé en application de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse.

Art. 11. Un agrément provisoire peut être accordé par le Gouvernement à des services entrant dans les conditions fixées à l'article 10 qui ont introduit une demande d'agrément conformément aux procédures fixées par l'arrêté visé à l'article 6, § 1^{er}, et dans un délai de quatre mois à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Cet agrément provisoire est d'une durée de 12 mois.

Art. 12. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1570

[C - 99/29257]

15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening en educatief optreden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Arrête :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening en educatief optreden die in aanmerking komen onder de instellingen die huisvesting bezorgen aan de jongeren, vermeld in de artikelen 1, 14° en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd worden in dit besluit vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — De opdrachten

Art. 2. De dienst voor hulpverlening en educatief optreden, hierna de dienst genoemd, heeft als opdracht aan de personen bedoeld bij artikel 1, 1° tot 4° van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, een educatieve hulp in hun familiaal leefmilieu te bezorgen of hulp te verlenen inzake autonoom logement aan de jongeren bedoeld bij artikel 1, 1° en 2° van voormeld decreet.

Onder educatieve hulp wordt verstaan elke vorm van hulpverlening of opvoedingsoptreden die toelaat de opvoedingssituatie van de jongeren te verbeteren wanneer deze bedreigd is hetzij door het gedrag van de jongere, hetzij door de moeilijkheden in de uitvoering van hun ouderlijke verplichtingen door de personen die in feite de jongere onder hun bewaring hebben, behoudens de privé-personen aan wie zijn bewaring is toevertrouwd met toepassing van het voormeld decreet of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. De dienst moet op elk ogenblik kunnen optreden volgens de modaliteiten bepaald door de beslissingsinstantie.

Art. 3. § 1. De dienst werkt op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank in het kader van de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

§ 2. Het erkend opvoedingsproject van de dienst bepaalt het aantal mandaten dat de dienst gelijktijdig mag ten laste nemen. Dit aantal bedraagt ten minste 12 en ten hoogste 24 mandaten.

§ 3. Het mandaat vermeldt de namen van de jongeren, de nagestreefde doeleinden, de motieven en de duur ervan die ten hoogste 6 maanden is. Op met redenen omklede beslissing kan de beslissingsinstantie het mandaat hernieuwen.

§ 4. Wanneer ten minste drie jongeren tegelijkertijd de in artikel 2 bedoelde hulp krijgen, indien die jongeren dezelfde verblijfplaats hebben en uit eenzelfde fratric komen, levert de beslissingsinstantie slechts een enkel mandaat af. Zij bezorgt er een tweede indien er bij de hulpverlening in dezelfde voormelde situaties vier of zes jongeren betrokken zijn. Een derde mandaat kan gegeven worden, indien er meer dan zes jongeren deze hulp genieten.

§ 5. De dienst stuurt ten minste een eerste verslag naar de beslissingsinstantie binnen de twee maanden die volgen op de datum van het mandaat, en vervolgens vóór het verstrijken van het mandaat. De beslissingsinstantie kan op gelijk welk ogenblik een bijkomend verslag vragen.

Deze verslagen bevatten een ontleding van de situatie, van haar evolutie en elk gegeven dat de plaatsingsoverheid toelaat de adequatie van de bezorgde hulp te evalueren.

Wanneer de dienst door de jeugdrechtbank gemandateerd wordt, zendt hij afschrift van de verslagen naar de dienst voor gerechtelijke bescherming.

Art. 4. De dienst is ertoe gemachtigd, naast de bij artikel 3, § 1 bedoelde mandaten, andere jongeren hulp te bieden die hem door een natuurlijke persoon of een andere publiekrechtelijke persoon of door de jeugdrechtbank werden toevertrouwd voor situaties die niet vallen onder het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of onder de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

De tenlasteneming van de andere jongeren bedoeld bij § 1 mag in geen geval een weigering van tenlasteneming verantwoorden in het kader van een mandaat zoals bedoeld bij artikel 3, § 1.

Art. 5. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject het gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig kunnen behandeld worden. Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door de mandaten toevertrouwd aan de dienst. De aanvang van de tenlasteneming stemt overeen met de datum van het mandaat.

HOOFDSTUK III. — *De betoelaging*

Afdeling I. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen voor personeelskosten

Art. 6. § 1. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst toegekend op basis van :

a) Voor 12 aanvaarde situaties :

1° 2,5 opvoeders;

2° 0,5 psycho-sociaal;

3° 0,5 administratief;

4° 0,5 technisch;

5° 1 directeur indien de dienst het enig erkend opvoedingsproject is dat afhangt van de inrichtende macht of, indien de dienst erkend is voor verschillende opvoedingsprojecten, 1 coördinator of, desgevallend, een bijkomend lid van het leidend personeel bedoeld bij artikel 7, § 1, c) van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en voor de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en educatieve hulpverlening.

b) voor de aanvaarde situaties boven de 12, met een maximum van 24 :

1° 0,5 opvoeder per 2 situaties onder wie, in het geval van 24 situaties, 1 hoofdopvoeder onder de opvoeders;

2° 0,25 psycho-sociaal per 6 situaties;

3° 0,25 administratief per 6 situaties;

4° 0,5 technisch per 12 situaties.

§ 2. Voor de berekening van de in § 1 bedoelde toelage, wordt er rekening gehouden met de lasten berekend op basis van artikel 31, § 1, 1° tot 6° van het bij § 1 bedoeld besluit.

Art. 7. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij vorig artikel, komen enkel de volgende ambten in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het bij artikel 6, § 1 bedoelde besluit :

A. Opvoedingspersoneel : alle ambten.

B. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in de strafinrichtingen of assistent in de psychologie; de licentiaten houder van een van de vijf licenties vermeld in de voormelde bijlage 3 behoudens de licentie in de rechten;

C. Administratief personeel : klerk, opsteller of huismeester.

D. Directiepersoneel : directeur met de weddeschaal A of coördinator.

E. Technisch personeel : technisch personeel.

Afdeling 2. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 8. De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het bij artikel 6, § 1, bedoelde besluit wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende bedragen :

a) voor een opvoedingsproject met het oog op 12 situatie : 56 500 F, indexeerbaar, per aanvaarde situatie;

b) voor de aanvaarde situaties boven de 12 tot 24 : 40 000 F, indexeerbaar, per aanvaarde situatie.

Afdeling 3. — Bijzondere financiële bepalingen

Art. 9. § 1^{er} Voor elke situatie bedoeld bij artikel 4, § 1, worden de kosten voor hulpverlening ten laste genomen door de natuurlijke persoon of de overheidsmacht die de dienst aanvraagt, of, desgevallend, indien de hulpverlening afhangt van een jeugdrechtsbank, door de privé-personen of de onderhoudsplichtigen of door iedere publiekrechtelijke rechtspersoon die verplicht wordt op te treden bij de uitvoering van de beslissing van de rechtbank.

§ 2. De kosten voor de tenlasteneming bedoeld bij lid 1 worden vastgesteld op een indexeerbare vaste prijs van 251 F per uur.

§ 3. De prijs per uur bedoeld bij lid 2 wordt ter kennis gebracht van de natuurlijke of publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld bij artikel 4 en van de jeugdrechtsbank, voorafgaandelijk aan elke opvang.

§ 4. Het jaarlijks totaal bedrag van de prijzen per uur bedoeld bij § 2 wordt in mindering gebracht van de toelagen voor personeels- en werkingskosten toegekend aan de dienst, tenzij die dienst kan bewijzen dat hij werkelijk uitgaven heeft gedaan in beide categorieën van voormelde kosten, die de voor deze kosten toegekende toelagen overschrijden, om de opvang van de bij artikel 4, § 1, bedoelde situaties te organiseren. In dat geval is de vermindering gelijk aan het bedrag van de kosten die niet inbegrepen zijn in het gedeelte van de verantwoorde kosten die voormelde toelagen overschrijden.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Gedurende de achttien maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit, moet de dienst, om erkend te worden, opgericht zijn vanuit een dienst die reeds erkend was met toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming.

Art. 11. Er kan een voorlopige erkenning door de Regering toegekend worden aan diensten die voldoen aan de bij artikel 10 bepaalde voorwaarden en die een erkenningsaanvraag hebben ingediend overeenkomstig de procedures bepaald bij het besluit bedoeld bij artikel 6, § 1, en binnen een termijn van vier maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Deze voorlopige erkenning is geldig gedurende 12 maanden.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1571

[C - 99/29251]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions
pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération de Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques visés aux articles 1^{er}, 14^o et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. Le service de prestations éducatives ou philanthropiques, ci-après dénommé le service s'adresse à des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction. Il a pour mission d'apporter une réponse éducative à la délinquance juvénile par l'organisation à titre principal de prestations éducatives ou philanthropiques au profit des jeunes visés à l'article 36, 4^o de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

L'organisation des prestations visées au § 1^{er} consiste notamment à rechercher et à mettre en place les moyens de réaliser celles-ci, à nouer les contacts utiles à cet effet, et à encadrer le jeune dans le cadre et pendant la durée de sa prestation.

La prestation peut être cumulée avec toute autre mesure d'aide ou de protection préexistante, pour autant qu'elle se rapporte à des faits nouveaux et différents de ceux qui ont motivé la mesure d'aide ou de protection.

Art. 3. Le service travaille sous mandat d'une autorité mandante qui est le tribunal de la jeunesse. L'autorité mandante adresse au service, un mandat pour chaque demande d'organisation d'une prestation.

Le mandat précise les motifs, la durée et, s'il échet, le nombre d'heures de la prestation. Le mandat ne peut concerner plus d'un jeune.

Le service adresse un premier rapport à l'autorité mandante au maximum dans les deux mois qui suivent la date du mandat. Un second rapport est transmis à la fin du troisième mois qui suit la date du mandat, puis de quatre en quatre mois jusqu'à la fin de la prestation. Un rapport de synthèse est fait à l'issue de l'accomplissement de la prestation ou, s'il échet, lorsque l'autorité mandante met fin au mandat.

Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre de situations traitées annuellement. Ce nombre de situations effectives est déterminé par le nombre de mandats confiés au service. Le début de prise en charge correspond à la date du mandat.